

L'intégration de l'informel rural non agricole dans les comptes nationaux, l'expérience camerounaise

Joseph Fouoking¹

Le secteur informel est d'une grande importance dans l'économie des pays en voie de développement et sa contribution dans la formation de la richesse et la création de l'emploi mérite d'être mieux évaluée. Cet article présente l'expérience camerounaise de mesure du secteur informel non agricole en milieu rural, à travers l'Enquête Emploi et Secteur Informel (EESI) de 2005, et son intégration dans les comptes nationaux. Ce secteur constituerait 29 % de l'informel total. Sont examinés tout particulièrement les problèmes liés à l'utilisation des données issues d'enquêtes auprès des unités de production informelles pour l'estimation de l'informel rural non agricole dans la comptabilité nationale : la saisonnalité des activités, l'autoconsommation, la sous-traitance, la valorisation des intrants autoproduits et les charges indivisibles. Fort de l'expérience de l'INS camerounaise en la matière, des correctifs sont proposés.

Contexte et justification

Le Système des Comptes Nationaux a pour but de présenter dans un cadre logique et cohérent des données statistiques agrégées décrivant le fonctionnement et la performance d'une économie au cours d'une période donnée. La confection de ces agrégats nécessite une masse importante de données sources.

Dans les pays en développement et particulièrement en Afrique, les activités informelles ont longtemps été considérées comme mineures et n'ont pas donné lieu à une attention particulière de la part des comptables nationaux. La crise économique des années 80, déclenchée par la forte détérioration des termes de l'échange et l'amorce du contre-choc pétrolier a mis à mal les activités des entreprises formelles et a révélé l'importance des activités dites de subsistance ou activités informelles. Afin d'appréhender ces activités dans le but d'alimenter les comptes nationaux entre autres, les spécialistes d'enquête ont développé une méthodologie de collecte appropriée. A ce titre, les enquêtes de

type 1-2-3 développées au cours des années 90 principalement dans les grandes agglomérations de plusieurs pays africains fournissent un outil adapté à la mesure de ces activités et à leur intégration dans les comptes nationaux.

Au regard du développement des activités informelles dans toutes les régions d'un pays et du fait que les milieux urbain et rural ne présentent pas les mêmes réalités, il a été nécessaire d'étendre ces opérations sur l'ensemble des territoires nationaux pour une meilleure appréhension des contours de ce secteur.

Cet article présente l'expérience camerounaise de mesure du secteur informel non agricole en milieu rural, qui constituerait 29 % de l'informel total, à travers l'Enquête Emploi et Secteur Informel EESI de 2005, et son intégration dans les comptes nationaux. Sont examinés tout particulièrement les problèmes liés à l'utilisation des données de l'informel rural non agricole dans la comptabilité nationale : la saisonnalité des activités, l'autoconsommation, la sous-traitance, la

¹ Ingénieur statisticien, INS Cameroun, fouoking@yahoo.fr.

valorisation des intrants autoproduits et les charges indivisibles.

Mesure des principaux agrégats et présentation sommaire des données sources

Mesure des agrégats économiques de la source « enquête informelle » : EESI 2005

Mesure de la production

Selon le Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93) la production sont les biens ou les services obtenus à l'issu d'un processus de transformation. Ainsi, produire, c'est créer des biens ou mettre à disposition des services, en utilisant d'autres biens et services, dans le cadre d'un processus de transformation qui nécessite des facteurs (travail et capital fixe) et l'engagement de moyens financiers. Les principales destinations de l'output sont : la vente à un tiers, le stockage, l'autoconsommation, etc.

L'enquête informelle EESI 2005 introduit dans le questionnaire de la phase 2 de collecte des données quatre modules pour reconstituer la production des Unités de Production Informelle (UPI). La question (PV : Production et Vente) et les tableaux PV1, PV2, PV3, et PV4 de ce module principal permettent de collecter des informations sur le chiffre d'affaires de l'UPI quel que soit son secteur d'activité. Ce sera ainsi le cas de toutes les UPI de services (cirage de chaussures, transport urbain, restauration etc.), et de toutes les UPI de production de biens (fabrication de beignets, menuiserie, etc.).

Par ailleurs, il existe un paragraphe qui permet de connaître les différents emplois de la production. Pour chaque poste de biens et services, on cherche la principale destination (en termes de chiffre d'affaires) c'est-à-dire, celle qui représente la plus grande valeur. Dans cette liste l'autoconsommation est comprise pour améliorer la mesure de la production.

Instruments de mesure des consommations intermédiaires des UPI

Selon le système de la comptabilité nationale qui sous tend la production des comptes nationaux, les consommations intermédiaires se définissent comme les intrants acquis auprès d'une autre unité de production ou sur le marché et qui se détruisent ou se consomment à la fin du processus de production. Dans le principe, la durée de vie de ces biens et services est de moins d'un an au sein de l'établissement.

Dans le questionnaire de l'EESI 2005 les consommations intermédiaires des UPI sont déterminées à partir du module « DC : DEPENSES ET CHARGES ». Ce module vise quatre objectifs à savoir : (i) une évaluation précise des charges d'exploitation de l'unité de production durant le dernier mois d'activité précédant l'enquête, (ii) la saisie de quelques caractéristiques de production telles que le poids du « travail à façon » et de la « sous-traitance », (iii) la mesure du coût des cadeaux versés aux autorités dans le cadre de l'activité de l'UPI et (iv) la saisonnalité des activités.

Les charges sont évaluées en deux temps :

- D'abord, les charges proportionnelles correspondant à la production (activité) du module **PV**. Il s'agit des matières premières transformées par l'UPI (**DC 1a**) ou des produits achetés pour être revendus en l'état (**DC 1b**). Il ne s'agit pas de la totalité des dépenses de matières premières ou de produits achetés au cours de la période de référence, mais plutôt ce qui a été effectivement utilisé dans le processus de production.
- Ensuite, les charges qui ne sont pas reliées directement à la production (**DC 4**). Il s'agit des charges fixes, du coût du personnel, des impôts et des autres charges.

Mesure de la Valeur Ajoutée de l'UPI

Cet agrégat représente ce que le promoteur d'une unité de production crée à l'issu du processus de production.

Cette variable est dérivée de la production et des consommations intermédiaires de l'UPI. Dans la source informelle, la mesure de cet agrégat ne s'écarte pas de la trajectoire suivie par le SCN93. Ce sont les difficultés d'obtention des éléments constitutifs de la VA qui déroutent le spécialiste d'enquête et l'amène à produire des résultats différents de ceux de la comptabilité nationale. Au niveau des charges seules celles qui ont effectivement contribué au processus de la production sont retenues.

Equipements et investissements (formation brute de capital fixe, FBCF)

Elle représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production. Pour les ménages, elle ne concerne que l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logement. Dans le cadre de l'EESI 2005 ces équipements peuvent être reconstitués à partir de l'ensemble des instruments nécessaires à l'activité, non détruits, mais seulement usés dans le

processus de production ; leur durée de vie doit être supérieure à un an. Il s'agit ici principalement des machines, des véhicules, des locaux et de l'outillage non cité dans le module DC.

Main d'œuvre

Le module concernant la main d'œuvre vise à décrire les caractéristiques de toutes les personnes actives (patrons, travailleurs pour compte propre, salariés, apprentis, aides familiaux) travaillant dans l'unité de production, quel que soit leur statut. Il recueille également l'opinion du responsable sur ses problèmes de main-d'œuvre et sa politique salariale.

Présentation sommaire des données issues de l'EESI 2005

Poids de l'informel rural non agricole dans le secteur informel

La première enquête réalisée au Cameroun sur le secteur informel en 1993 ne couvrait que la ville de Yaoundé. L'extrapolation des données sous certaines hypothèses à l'ensemble du pays a permis de constater que 60 % des activités informelles étaient exercées à Yaoundé et Douala. Cette proportion est revue à la baisse par les résultats

bruts de l'enquête de 2005 qui couvrent l'ensemble du pays. La démarche méthodologique de l'enquête de 2005 étant presque identique à celle de 1993.

La comparaison des résultats obtenus à l'issue de l'enquête 2005 entre les milieux montre que la production de l'informel dans ces deux grandes villes du Cameroun s'établit, en 2005 à 49 %. Alors que la valeur ajoutée produite par le secteur informel au sein de ces deux grandes villes était estimée en 1993 à 60 %, en 2005 elle se situe autour de 55 %. Les activités dans les villes de Yaoundé et Douala restent néanmoins en première position, suivies par le rural.

En 2005, les activités informelles rurales non agricoles sont essentiellement dominées par les industries agro-alimentaires, suivies par les UPI de la filière bois. Formant un ensemble de sept branches d'activités sur les quarante-deux que compte la nomenclature utilisée, elles contribuent dans l'ensemble à concurrence de 29 %. La participation de chacune des autres activités restantes ne dépasse pas 2 % dans la répartition par branche de la richesse créée au sein de l'informel rural non agricole.

Tableau 1 :
Résultats globaux de l'EESI 2005 suivant le milieu de résidence

Agrégat économique	Rural	Urbain	
		Yaoundé & Douala	Autre Urbain
Production	33 %	49 %	18 %
Valeur ajoutée	29 %	55 %	16 %
Emploi (Actif occupé phase1)	45 %	55 %	
Emploi (Actif occupé phase2)	57 %	43 %	
Revenu déclaré	32 %	68 %	

Tableau 2 :
Activité informelle à fort taux de VA en zone rurale au Cameroun en 2005

Activité	Production		Valeur ajoutée	
	Rural	Urbain	Rural	Urbain
Sylviculture	82 %	18 %	83 %	17 %
Fabrication des produits à base de manioc	90 %	10 %	90 %	10 %
Fabrication bière et malt	89 %	11 %	90 %	10 %
Fabrication autres boissons	82 %	18 %	89 %	11 %
Fabrication de cacao, chocolat et confiserie	69 %	31 %	65 %	35 %
Fabrication des huiles	93 %	7 %	84 %	16 %
Fabrication des produits en bois assemblés	63 %	37 %	70 %	30 %

Les spécificités de l'informel rural non agricole

On constate que bon nombre des activités créées en zone urbaine se retrouvent en rural. Elles ont cependant certaines spécificités. Les principales caractéristiques des activités informelles rurales non agricoles sont :

- ✓ une productivité plus faible que dans l'ensemble du secteur informel ;
- ✓ une fiscalité presque absente à cause des difficultés liées à la "fiscalisation" des activités exercées dans ce milieu ;
- ✓ un ratio d'autoconsommation par ménage moins élevé qu'en zone urbaine ;
- ✓ une mobilité et une précarité de l'emploi moins poussées qu'en zone urbaine ;
- ✓ un revenu d'activité informelle non agricole qui semble être moins élevé en conséquence de la faible compétitivité et de la demande très réduite de certains produits offerts ;
- ✓ une sous-traitance plus forte ;
- ✓ une prédominance des activités d'industrie agro-alimentaire.

Ces spécificités de l'informel rural non agricole laissent donc à penser que l'extrapolation des données brutes issues des enquêtes de type ville à l'échelle du pays pourrait entraîner des biais.

Résumé méthodologique d'intégration de la source EESI en comptabilité nationale

Dans la partie qui a été consacrée au contexte et justification nous avons défini la comptabilité nationale comme un ensemble d'information cohérent. L'exercice consiste donc à harmoniser l'ensemble des sources d'information : les statistiques d'entreprises privées, publiques et formelles, et les enquêtes auprès des ménages et des UPI.

L'enquête emploi sur le secteur informel est la principale source qui permet d'appréhender le sous secteur des ménages en comptabilité nationale. Son intégration dans les comptes nationaux suit une démarche méthodologique spécifique : revue des concepts utilisés, analyse critique de la structure et du niveau des comptes des UPI, choix des éléments à intégrer, proposition des correctifs aux écueils, mise en parallèle des données avec les autres sources dans le cadre de la confection des comptes. C'est cet exercice de confrontation de la source de l'EESI aux concepts du SCN93 qui nous a conduits

à déceler quelques limites et écueils de l'enquête EESI 2005.

Ecueils et limites de l'évaluation de l'informel par les enquêtes du type EESI

La mesure des agrégats des UPI en accord avec les concepts et définitions du SCN93 fait ressortir quelques problèmes de concepts et surtout d'évaluation du niveau d'activité et de structure des comptes des UPI.

Les erreurs de codification : EESI 2005

Dans le processus de toute enquête ou recensement la codification des questionnaires est une étape très déterminante dans la phase d'exploitation des informations obtenues sur le terrain. Elle se passe rarement sans difficulté.

La comparaison des branches d'activité des UPI entre les phases 1 et 2 de l'EESI montre un différentiel de 14 %. Globalement, ces erreurs s'expliquent en partie par la confusion entre les activités de commerce et celles relevant des industries agro-alimentaires.

L'évaluation du niveau de la production, des charges et de la structure des comptes des UPI.

La production est l'agrégat central qui entre dans le processus d'évaluation de l'activité économique. Sa mesure est fondamentale, parce qu'elle permet de juger de la pertinence des charges et des autres éléments y afférents. Les travaux de validation des résultats de l'EESI ont amené les comptables nationaux à analyser les principaux éléments à intégrer dans les comptes nationaux. Ainsi, l'on note que l'estimation des comptes des UPI est entachée de quelques écueils qui sont : la saisonnalité des activités, l'autoconsommation, la sous-traitance, la valorisation des intrants autoproduits et les charges indivisibles.

Saisonnalité des activités

La matrice emploi issue de la phase 1 collecte des informations sur l'ensemble des secteurs d'activités (formel et informel). La mise en rapport de ces informations avec celles issues de la phase 2 de l'enquête spécialement consacrées aux activités informelles montre des écarts assez importants qui peuvent en partie s'expliquer par une saisonnalité des activités, les phases 1 et 2 étant décalées dans le temps. Néanmoins, outre ce problème de saisonnalité des activités qu'il faudrait être en mesure de bien maîtriser afin d'annualiser correctement les agrégats, les 2 phases de l'enquête

se complètent dans la mesure où la phase 2 comporte des éléments qui permettent d'appréhender, par exemple, les ratios du compte de production de l'UPI (productivité, coefficients techniques...).

La sous-traitance

La mesure de la production des UPI de l'informel demeure périlleuse, quand l'entrepreneur individuel informel n'acquière pas lui-même tous les intrants. Il arrive que le spécialiste d'enquête confonde la main d'œuvre ou les frais pour le service rendu et la production.

La non valorisation des intrants achetés par les clients se traduit par une sous estimation du niveau de la production, mais également des charges. Cette situation laisse présager des difficultés pour le comptable national au moment de la recherche de la convergence entre la demande et l'offre des consommations intermédiaires.

L'autoconsommation

La consommation d'une partie de la production des UPI pour la satisfaction des besoins du ménage de l'entrepreneur individuel a été mal appréhendée dans l'EESI. Parmi les 4 815 UPI enquêtées, seules 29 déclarent une autoconsommation. La non déclaration de l'autoconsommation se traduit par une sous estimation de la production et de la recette, alors que les charges sont répercutées en totalité, ce qui entraîne une sous évaluation de la valeur ajoutée.

La valorisation des intrants autoproduits

Au cours des travaux de l'EESI dans le cadre du calcul des consommations intermédiaires des UPI celles autoproduites par les exploitants de ces UPI ont été prises en compte alors que le SCN93 ne considère que les consommations intermédiaires acquises sur le marché ou livrées par un autre établissement. Cette méthode d'estimation des intrants d'UPI rend la VA issue de l'enquête non comparable à celle obtenue par les comptes nationaux.

Les charges indivisibles

Dans le questionnaire de l'EESI, le module DC permet de reconstituer les consommations intermédiaires des UPI. Malheureusement, la détermination de la frontière entre ces dépenses et la consommation finale des ménages est complexe.

Les unités de production informelles qui exercent à domicile partagent certaines charges avec les ménages, il s'agit de l'électricité, du gaz, de l'eau et du loyer. Cependant, les exploitants de ces UPI ont du mal à distinguer au sein de cette utilisation mixte le montant des charges imputables à l'activité, ceci s'est traduit par une sous déclaration des charges

mixtes et globalement une sous-estimation du compte d'exploitation.

Approches correctives

Dans sa globalité, les insuffisances retenues lors de l'analyse des agrégats mettent en lumière les difficultés auxquelles les comptables nationaux doivent faire face dans le processus de confection des comptes, notamment les équilibres ressources emplois. L'intérêt du correctif qui est proposé est double :

- ✓ permettre aux comptables nationaux camerounais de faire bon usage des résultats de l'EESI 2005 dans le processus d'amélioration de la qualité des comptes ;
- ✓ Partager avec les autres participants l'expérience camerounaise dans le domaine et envisager ensemble des solutions pour harmoniser les méthodes statistiques.

Saisonnalité des activités

Le problème de l'annualisation des revenus demeure entier, car le questionnaire ne permet pas d'effectuer une projection de l'emploi dans le temps. En conséquence, assimiler une structure d'emplois au temps t à une structure d'emplois annuelle peut fausser l'analyse de la matrice emploi de l'économie. Afin d'annualiser les données, il est nécessaire de tenir compte de la durée de l'emploi et du type d'activité dans l'année. Dans le cadre de la confection des comptes en année courante l'approche indiquée ici consiste à projeter la matrice de production au temps t et d'en dériver l'emploi correspondant. Les éléments sur le taux d'activité par branche peuvent alors être d'une grande importance.

Les charges indivisibles

Sur l'ensemble de l'échantillon, près de la moitié des UPI exercent à domicile, ce ratio atteint 73 % pour les UPI industrielles (hors BTP). Sur un total de 1 824 UPI exerçant à domicile, avec ou sans installation spécifique, 64 promoteurs déclarent des charges de loyer, 326 des charges d'eau et 23 des charges de gaz.

Une règle consisterait à affecter à l'UPI exerçant à la maison, les charges du compte d'exploitation d'une UPI semblable qui exerce à l'extérieur. Toutefois, l'on constate que c'est lorsqu'une activité se développe que le promoteur cherche à s'installer dans un local. Ainsi, l'activité réalisée à la maison est de faible ampleur et les taux de consommations intermédiaires ne sont pas comparables. En conséquence, l'on ne peut prendre

le taux de CI d'une UPI exerçant dans un local pour l'appliquer à celle qui exerce à la maison.

Dans le cas spécifique de la restauration, il existe parfois deux lieux d'activité : le domicile où sont préparés les plats et le point de vente. Dans l'EESI, un seul lieu d'activité a été retenu, il s'agissait du lieu de vente pour la restauration. Ainsi, pour cette activité on peut faire l'hypothèse d'une sous déclaration des charges indivisibles.

En définitive, le problème reste difficile à solutionner. Toutefois, une enquête de structure spécifique pour le calcul d'un taux de CI moyen pourrait constituer un début de solution.

L'autoconsommation

La mesure de la production en comptabilité nationale prend en compte la production pour emploi final propre dont l'autoconsommation est une illustration. Cette approche n'a pas été bien appréhendée par l'EESI. Si la commerçante ou la restauratrice déclare assez facilement ce qu'elle consomme au cours de la journée, elle le fait moins facilement pour la production ou les produits non écoulés qui nourrissent le ménage. L'autoconsommation concerne principalement les activités telles que la restauration et l'industrie agroalimentaire.

Afin de pallier à cette insuffisance, pour une même activité l'indicateur pertinent qui sera utilisé est la consommation moyenne par ménage ou par membre de ménage des entrepreneurs individuels qui ont fourni l'information à ce sujet et l'appliquer au ménage des responsables des UPI n'ayant pas déclaré le niveau d'autoconsommation.

La sous-traitance

La pratique de sous-traitance est très fréquente dans le BTP, la fabrication de produits en bois assemblés et de meubles et la fabrication d'articles d'habillement. C'est le plus souvent le client qui achète le sable, le ciment, le gravier, le bois ou le tissu afin que le maçon, l'architecte, le couturier, le menuisier réalise l'ouvrage, le meuble ou le vêtement.

Le transport par taxis présente également une spécificité. On distingue généralement 3 modes d'organisation dans la profession : (i) le propriétaire est le seul conducteur, (ii) le propriétaire et son salarié sont les conducteurs et (iii) le salarié est le seul conducteur. Dans le premier cas le promoteur de l'UPI peut restituer correctement le chiffre d'affaires et les charges. Dans les deux autres cas, l'entrepreneur ne connaît pas la recette de son chauffeur salarié, ce dernier est soumis au versement quotidien d'une recette dont le montant

est fixe et a la charge des frais de carburant. Dans ce dernier cas, la recette reversée est utilisée comme proxy de la production, mais cet indicateur est de fait sous évalué. Il en est de même pour les charges, puisque les frais de carburant supportés par le chauffeur ne sont pas comptabilisés.

Valorisation des intrants

Le SCN93 ne prend pas en compte les consommations intermédiaires qui ne sont pas acquises auprès d'un tiers. Pour corriger cette limite dans le processus de mesure des consommations intermédiaires de l'EESI il sera plus facile de reprendre l'estimation de cet agrégat en abandonnant les charges auto produites pour rester conforme aux concepts du SCN93. Ceci devrait modifier les coefficients techniques de certaines branches et surévaluer la VA, particulièrement dans les industries agro-alimentaires.

Effets des correctifs sur l'amélioration de l'évaluation de l'informel

Sur l'ensemble des solutions envisagées pour pallier aux écueils, il ressort, à plusieurs reprises, la nécessité d'organiser des enquêtes spécifiques et très légères, notamment par branche de production. Par ailleurs, les écueils pour lesquels nous avons proposé des palliatifs ont trait à l'autoconsommation et les intrants autoproduits. Ces solutions ont une influence significative sur les résultats bruts d'enquête et de ce fait il serait loisible de comparer pleinement ces résultats avec les outputs des comptes et par conséquent d'améliorer la qualité des comptes de l'informel rural non agricole si toutes les solutions sont retenues.

En prenant l'exemple des solutions proposées et appliquées à l'activité de fabrication des produits à base de manioc, ces correctifs ont fait croître la valeur ajoutée de la branche de 27 %, 9 % en milieu urbain et 28 % en milieu rural. Cela fait perdre 1 % à l'urbain au profit du rural qui occupe toujours la première position. Cette variation s'explique par le fait que l'autoconsommation du produit principal de la branche a une forte proportion en urbain pour une production moins importante et le coefficient technique du principal intrant (manioc) auto produit est très élevé en rural.

Conclusion et recommandations

Le secteur informel est d'une grande importance dans l'économie des pays en voie de développement et sa contribution dans la formation de la richesse et la création de l'emploi mérite d'être mieux évaluée. L'EESI d'envergure nationale réalisée au Cameroun en 2005 a permis de

calibrer les spécificités de l'informel rural non agricole et de faire progresser la méthodologie d'estimation des agrégats des UPI.

Les travaux entrepris au sein de l'INS ont permis de relever quelques points saillants Il s'agit des points ci-après :

- ✓ l'estimation des comptes de l'informel à partir d'une extrapolation des activités en fonction des dynamiques démographiques devrait prendre en compte la variation des taux d'activité selon le milieu de résidence ;
- ✓ l'accent doit être mis sur le contrôle des questionnaires afin de minimiser les erreurs de remplissage et de codification ;
- ✓ les enquêtes spécifiques à l'instar des enquêtes auprès des ménages doivent être organisées

régulièrement afin de fournir les éléments de cadrage de la source enquête 1-2-3 ;

- ✓ la mise à jour des nomenclatures suite aux travaux sur le secteur informel au vu de l'ingéniosité des entrepreneurs des UPI avec la création de nouvelles activités (call box, eau glacée etc.) est nécessaire ;
- ✓ il est important que le travail des concepteurs des enquêtes s'accompagne d'échanges et de discussion avec les comptables nationaux, particulièrement dans le cadre des projets d'enquête 1-2-3 ;
- ✓ enfin la pérennisation des financements de ces enquêtes est d'une nécessité absolue.

Références Bibliographiques

AFRISTAT (1997), Actes du séminaire sur le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne, Bamako, 10 au 14 mars 1997, Tome 2, série méthodes N°1.

Fouoking J ; Guillemain S., Ngok E., Dongmo V., Nghogue E., Anjuennaya Njoya A. (2006), « L'intégration de l'informel non agricole dans les comptes nationaux » INS Groupe de travail Juin.

INS Cameroun (2005), EESI phase 2 : Manuel de l'enquêteur et questionnaire.

Séruzier M. (1996), « Construire les comptes de la nation » Janvier.

Vihouéno Gbossa H. (2001), « Le Système de Comptabilité Nationale Introduction au SCN 93 » Septembre.

